

T-3440-76

T-3440-76

**Estate of George Farnsworth Phaneuf represented by Wallace A. Bradley (Plaintiff)**

v.

**The Queen (Defendant)**

Trial Division, Thurlow A.C.J.—Ottawa, November 28, 29 and December 22, 1977.

*Income tax — Income calculation — Bequest giving company employees right to buy shares at par value — At time of purchase, fair market value of shares \$17.25 compared to par value of \$2 — Whether or not purchaser liable for tax on value of benefit received by him in course of his employment pursuant to s. 6(1)(a) — Income Tax Act, S.C. 1970-71-72, c. 63, ss. 5(1), 6(1)(a).*

Plaintiff acquired shares in a Company, his employer, pursuant to a bequest of the Company's principal shareholder: this bequest gave the right to the Company's employees to acquire a number of shares at par value. The Company's Board of Directors revised the list of employees entitled to purchase shares and approved a formula for distribution based on service to some extent. Purchasers bought subject to a shareholders' agreement designed to keep control of the Company with the employees. Plaintiff's shares, although purchased at a par value of \$2, had a fair market value at the time of \$17.25. The issue is whether or not Mr. Phaneuf, who died since the commencement of the appeal, is liable for income tax in respect of the value of a benefit received by him on the purchase of the shares.

*Held*, the appeal is allowed. The benefit was conferred on Mr. Phaneuf as a person not as an employee, and as a personal gift rather than as remuneration, and hence is not a taxable benefit. There is nothing in the way in which the provision of the will is expressed to characterize the benefit as a reward or payment for services rendered. The provision is simply one of bounty to the employees as persons. What the Board sanctioned and approved for distribution of the right was not the employer-employee relationship, even though the appointees had to fall within the class of employees. The agreement was not one in respect of their service to the Company as employees but in respect of their shareholdings in the Company. The distribution scheme, while based to some extent on service, is no more than a formula for share distribution and in itself is ineffective to give the character of remuneration to the right allocated to the employees pursuant to it. That only the Company's employees were eligible is a *sine qua non*. The employer was not the source of that right, and it was not a benefit to which they were entitled by their contracts of service, and for which service was not required to be rendered to anyone by their service contracts.

**La succession de George Farnsworth Phaneuf représentée par Wallace A. Bradley (Demanderesse)**

a

c.

**La Reine (Défenderesse)**

Division de première instance, le juge en chef adjoint Thurlow—Ottawa, les 28, 29 novembre et 22 décembre 1977.

*Impôt sur le revenu — Calcul du revenu — Legs donnant aux employés d'une compagnie le droit d'acheter des actions à leur valeur nominale — Au moment de l'achat, la juste valeur marchande des actions était de \$17.25 alors que la valeur nominale était de \$2 — L'acheteur est-il imposable pour l'avantage par lui reçu au cours de son emploi, en vertu de l'art. 6(1)a)? — Loi de l'impôt sur le revenu, S.C. 1970-71-72, c. 63, art. 5(1), 6(1)a).*

Le demandeur Phaneuf a acheté des actions dans une compagnie où il était employé, en vertu d'un legs fait par le principal actionnaire de la Compagnie: ce legs donnait aux employés de la Compagnie le droit d'acheter un certain nombre d'actions à leur valeur nominale. Le conseil d'administration de la Compagnie a révisé la liste des employés habilités à acheter des actions et approuvé une formule de distribution fondée dans une certaine mesure sur le service. Les acquisitions étaient faites sous réserve de l'adhésion des actionnaires à un accord destiné à garder aux employés le contrôle de la Compagnie. Les actions de la demanderesse, achetées à la valeur nominale de \$2, avaient une juste valeur marchande de \$17.25 au moment de l'achat. Le litige consiste à déterminer si M. Phaneuf, décédé depuis le commencement de l'appel, est assujéti à l'impôt sur le revenu relativement à la valeur de l'avantage par lui reçu à l'achat des actions.

*Arrêt*: l'appel est accueilli. L'avantage a été conféré à M. Phaneuf à titre personnel plutôt qu'en sa qualité d'employé, comme don personnel plutôt que comme rémunération, et le bénéficiaire de ce don n'est pas imposable sur le revenu. Rien dans le libellé du testament ne permet de considérer l'avantage comme une récompense ou paiement de services rendus. Il s'agit simplement d'une largesse envers les employés en tant que personnes privées. Le conseil ne s'est pas servi de relations entre employeur et employés comme base pour sanctionner et approuver la distribution des droits, même si seuls les employés pouvaient être désignés pour les acquérir. Ce n'est pas en raison des services rendus à la Compagnie par les employés en tant que tels que l'accord a été conclu, mais en raison de leur participation. Alors que le plan de distribution était fondé dans une certaine mesure sur le service, il s'agit simplement d'une formule de référence pour la distribution, et cette formule, en elle-même, ne peut pas donner le caractère de rétribution au droit alloué aux employés en vertu dudit plan. Que les employés de la Compagnie soient les seuls à pouvoir jouir de ce droit, ce n'est là qu'une condition nécessaire. L'employeur n'a pas créé ce droit, et ledit droit n'est pas un avantage auquel les employés avaient droit en vertu de leur contrat de service, et, en vertu du contrat, ils n'avaient à rendre aucun service à qui que ce soit pour jouir de ce droit.

*Ransom v. Minister of National Revenue* [1968] 1 Ex.C.R. 293, followed. *Seymour v. Reed* [1927] A.C. 554, followed. *Bridges v. Hewitt* [1957] 2 All E.R. 281, considered.

Arrêts suivis: *Ransom c. Le ministre du Revenu national* [1968] 1 R.C.É. 293; *Seymour c. Reed* [1927] A.C. 554. Arrêt examiné: *Bridges c. Hewitt* [1957] 2 All E.R. 281.

INCOME tax appeal.

*a* APPEL en matière d'impôt sur le revenu.

COUNSEL:

AVOCATS:

*Robert C. McLaughlin* for plaintiff.  
*C. T. A. MacNab* for defendant.

*Robert C. McLaughlin* pour la demanderesse.  
*b* *C. T. A. MacNab* pour la défenderesse.

SOLICITORS:

PROCUREURS:

*Macdonald, Affleck, Ottawa*, for plaintiff.

*Macdonald, Affleck, Ottawa*, pour la deman-  
deresse.

*Deputy Attorney General of Canada* for  
defendant.

*c* *Le sous-procureur général du Canada* pour la  
défenderesse.

*The following are the reasons for judgment  
rendered in English by*

*a* *Ce qui suit est la version française des motifs  
du jugement rendus par*

THURLOW A.C.J.: The principal issue in this appeal is whether the late George Farnsworth Phaneuf, who died on October 23, 1977, after the commencement of this appeal, was liable for income tax in respect of the value of a benefit received on the purchase by him on or about June 5, 1973, of 152 shares of Charles Ogilvy Limited at their par value. If so, further issues as to the year in which the value is taxable and as to its amount arise. The appeal is probably a test case as a similar benefit was received at or about the same time by some 240 other persons in like situations from the same source and on like conditions.

*e* LE JUGE EN CHEF ADJOINT THURLOW: Le prin-  
cipal point litigieux du présent appel consiste à  
déterminer si feu George Farnsworth Phaneuf,  
décédé le 23 octobre 1977, après l'introduction du  
présent appel, était imposable sur le revenu relati-  
vement à la valeur d'un avantage obtenu par l'ac-  
quisition, vers le 5 juin 1973, de 152 actions de  
Charles Ogilvy Limited à leur valeur nominale.  
*f* Dans l'affirmative, il faudra déterminer l'année  
d'imposition et le montant de ladite valeur. Le  
présent appel est probablement une cause type car,  
quelque deux cent quarante personnes ont reçu, à  
peu près en même temps, des avantages similaires  
provenant de la même source et dans des condi-  
tions pareilles.

The material on which the case is to be decided consists of a statement of agreed facts, a series of eight documents admitted by consent as exhibits and some oral testimony given by Mr. R. H. Hyndman, the president of Charles Ogilvy Limited. The agreed statement is as follows, the references therein to the plaintiff being references to Mr. Phaneuf:

*h* La détermination doit être faite sur la base d'un  
énoncé convenu des faits, comportant huit pièces  
admisses d'un commun accord et de certaines dépo-  
sitions orales faites par M. R. H. Hyndman, prési-  
dent de Charles Ogilvy Limited. Voici le libellé de  
l'énoncé convenu des faits, le demandeur y men-  
tionné étant M. Phaneuf:

1. The Plaintiff was at all material times an employee of Charles Ogilvy Limited (hereinafter called "the Company").

*i* [TRADUCTION] 1. Le demandeur était, en tout temps pertinent,  
employé de Charles Ogilvy Limited (ci-après appelée «la  
Compagnie»).

2. Charles Ogilvy, the founder and then principal shareholder of the Company, died March 26, 1950.

2. Charles Ogilvy, fondateur et, à l'époque, principal action-  
naire de la Compagnie, est décédé le 26 mars 1950.

3. By his Will dated May 14, 1947, Mr. Ogilvy directed his Executors to sell 1,800 of his common shares of the Company to employees of the Company within one year after the death of

*j* 3. Dans son testament en date du 14 mai 1947, M. Ogilvy a  
donné l'ordre à ses exécuteurs de vendre 1,800 de ses actions  
ordinaires aux employés de la Compagnie, dans un an à comp-

the survivor of him and his wife at their par value of \$20.00 per share.

4. The widow of the late Mr. Ogilvy died November 10, 1972.

5. The common shares of the Company had been split ten for one between the date Mr. Ogilvy made his Will and the date of Mrs. Ogilvy's death. After making allowances for direct bequests contained in Mr. Ogilvy's Will, only 1713 (17,130) of the stipulated 1800 (18,000) common shares of the Company were available for sale to the employees.

6. On April 27, 1973, the Supreme Court of Ontario ordered that the 17,130 common shares of the Company were available for sale to the employees in accordance with the terms of Mr. Ogilvy's Will at a price of \$2.00 per share.

7. On May 2, 1973, the Board of Directors of the Company met and revised the list of employees entitled to purchase shares because of the death and resignation of entitled employees since the list was first settled at a meeting of the Board of Directors on March 6, 1973.

8. It had been the practice since 1964 that all employees who purchased shares of the Company did so subject to the provisions of a Shareholders Agreement.

9. On March 1, 1973, Mr. R. H. Hyndman, on behalf of Mr. W. J. Tate and himself, acting as Trustees, tendered the sum of \$34,260.00 to the Executor of Mr. Ogilvy's estate, being the purchase price of 17,130 common shares at a price of Two (\$2.00) Dollars per share. The said sum of \$34,260.00 was borrowed by the Trustees from their bank.

10. The 17,130 common shares of the Company were transferred by the Executors of the Estate of the late Charles Ogilvy to Messrs. Hyndman and Tate as Trustees.

11. On May 15, 1973, the entitled employees were invited, in writing, by Mr. Hyndman to purchase the number of shares allotted to them.

12. On June 5, 1973, the Plaintiff purchased 152 shares at a price of \$2.00 per share by cheque payable to Messrs. Hyndman and Tate.

13. The fair market value of the common shares of the Company on the date of purchase was \$17.25 per share.

14. The fair market value of the common shares of the Company on the date of Mr. Ogilvy's death was \$30.00 per share; however, after his death the common shares were split five for one.

15. By Notice of Reassessment dated May 20, 1975, the Minister of National Revenue reassessed the Plaintiff for his 1973 taxation year by adding to his declared income an amount of \$2,318.00 and indicated in the accompanying form T7W-C that the Plaintiff's income had been adjusted to include the taxable benefit received in the purchase of 152 common shares of the Company for \$2.00 per share when their actual worth was \$17.25 per share.

16. On or about August 7, 1975, the Plaintiff duly served and filed a Notice of Objection to the said Assessment.

17. In a notification by the Minister of National Revenue dated June 11, 1976, the aforementioned assessment was confirmed indicating that the sum of \$2,318.00 was a benefit received by the Plaintiff by virtue of his office or employment resulting from the acquisition of shares of the Company at less than their fair market value and that the amount was properly

ter du jour de la mort du survivant de lui-même ou de sa femme, à leur valeur nominale de \$20 par action.

4. La veuve de feu M. Ogilvy est décédée le 10 novembre 1972.

5. Entre la date du testament de M. Ogilvy et le décès de M<sup>me</sup> Ogilvy, les actions ordinaires de la Compagnie ont été scindées en dix chacune. En tenant compte des legs directs spécifiés dans le testament de M. Ogilvy, il ne restait plus, pour la vente aux employés, que 1713 (17,130) actions ordinaires alors que le testament en stipule 1800 (18,000).

6. Le 27 avril 1973, la Cour suprême de l'Ontario a ordonné la mise en vente des 17,130 actions aux employés, au prix de \$2 l'action conformément au testament de M. Ogilvy.

7. Le 2 mai 1973, le conseil d'administration de la Compagnie s'est réuni pour réviser la liste des employés pouvant acheter des actions, car des décès et des démissions étaient survenus parmi les employés depuis le 6 mars 1973, date de la réunion du conseil où la première liste avait été établie.

8. Depuis 1964, une pratique a été établie que tout employé qui achèterait des actions de la Compagnie devrait se conformer aux dispositions d'un accord intervenu entre les actionnaires.

9. Le 1<sup>er</sup> mars 1973, M. R. H. Hyndman, pour son propre compte et celui de M. W. J. Tate, les deux agissant à titre de mandataires, a versé la somme de \$34,260 à l'exécuteur de la succession de M. Ogilvy, à titre de prix d'achat des 17,130 actions ordinaires, au prix de deux dollars (\$2) par action. Ladite somme de \$34,260 avait été empruntée par les mandataires à leur banque.

10. Les 17,130 actions ordinaires de la Compagnie ont été transférées par les exécuteurs de la succession de feu Charles Ogilvy à MM. Hyndman et Tate à titre de mandataires.

11. Le 15 mai 1973, M. Hyndman a invité, par écrit, les employés y ayant droit à acheter le nombre d'actions à eux allouées.

12. Le 5 juin 1973, le demandeur a acheté 152 actions au prix de \$2 l'action et les a payées par un chèque établi à l'ordre de MM. Hyndman et Tate.

13. A la date dudit achat, la valeur marchande équitable des actions ordinaires de la Compagnie était de \$17.25 l'action.

14. A la date du décès de M. Ogilvy, la valeur marchande équitable des actions ordinaires de la Compagnie était de \$30 l'action. Après son décès, les actions ordinaires étaient scindées en cinq actions chacune.

15. Par avis de nouvelle cotisation en date du 20 mai 1975, le ministre du Revenu national a établi une nouvelle cotisation, pour l'année d'imposition 1973, du demandeur, par l'addition, à son revenu déclaré, d'un montant de \$2,318, et a indiqué, dans la formule T7W-C jointe, que le revenu avait été rajusté pour inclure l'avantage imposable réalisé par l'acquisition de 152 actions ordinaires de la Compagnie précitées au prix de \$2 l'action, alors que leur valeur véritable était de \$17.25 l'action.

16. Vers le 7 août 1975, le demandeur a dûment notifié et déposé un avis d'opposition à ladite cotisation.

17. Dans une communication en date du 11 juin 1976, le ministre du Revenu national a confirmé ladite cotisation et a expliqué que la somme de \$2,318 était un avantage reçu par le demandeur par le fait de sa charge ou de son emploi et provenait de l'acquisition des actions de la Compagnie à un prix moindre que leur valeur marchande équitable; que ledit mon-

included in computing the Plaintiff's income in accordance with the provisions of section 6(1)(a) of the *Income Tax Act*.

All of which facts are admitted and agreed to by the parties and their counsel.

The late Mr. Ogilvy left no children. He and his first wife had owned all the shares of Charles Ogilvy Limited and, in 1940, he had given some 48 percent (%) of the shares to employees. His wife died in 1946. In 1950, when his will was made, he was contemplating a second marriage and this is so expressed in it. It provided first for a number of specific bequests to individuals and for the payment to his widow of the income on the residue of his estate for her life. It went on to provide that thereafter his residence was to be conveyed to Charles Ogilvy Limited to be operated as a rest and convalescent home for employees of the Company. He expressed a desire that the business of the Company be carried on for fifteen years after the death of his widow or after his death, if he survived her, and he gave to certain nieces and nephews the dividends on 1800 shares of the Company to be set aside during such fifteen-year period, or until the shares were purchased by employees under the provision referred to in paragraph 3 of the statement of agreed facts, and to pay the proceeds of their sale to the such nieces and nephews. The provision for the employees read as follows:

I AUTHORIZE AND DIRECT my said Executors and Trustees to enter into an agreement with the employees of Charles Ogilvy Limited (the term "employees" to include any Directors of Charles Ogilvy Limited who may not be on the regular payroll of the Company), who may, with the sanction and approval of the Directors of the said Company for the time being, desire to enter into such agreement, for the sale to such employees of the said eighteen hundred (1800) shares hereinbefore directed to be set aside for the benefit of my nephews and nieces hereinbefore named and the widows of my said deceased nephews, Gavan Russell and James G. Ogilvy, at the price or sum of Twenty (\$20.00) dollars per share, being the par value thereof; provided that no employee of the Company may become a purchaser of the said stock or any part thereof except with the sanction and approval of the Board of Directors of the said Company for the time being, and provided further, that no employee may become a purchaser of any greater number of said shares than the number which may be designated by the said Board of Directors. The said agreement, in addition to such provisions as the said employees may desire to make as among themselves, shall contain the following terms and provisions . . .

tant avait été à bon droit inclus dans le calcul du revenu du demandeur conformément aux dispositions de l'article 6(1)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Les parties et leurs avocats ont admis tous les faits ci-dessus énoncés et y ont souscrit.

Feu M. Ogilvy n'a pas laissé d'enfants. Il était, avec sa première femme, propriétaire de toutes les actions de Charles Ogilvy Limited et, en 1940, il en a donné environ 48 p. 100 (%) aux employés. Sa femme est décédée en 1946. En 1950, lors de la rédaction de son testament, M. Ogilvy envisageait la possibilité d'un second mariage, et ceci a été spécifié dans ledit acte. Ce dernier prévoit l'attribution d'un certain nombre de legs spécifiques à des individus et le versement à sa veuve durant la vie de celle-ci du revenu provenant du reste de la succession. Après le décès de la veuve, la demeure privée du de cujus devait être transférée à Charles Ogilvy Limited et gérée comme une maison de repos et de convalescence pour les employés de la Compagnie. M. Ogilvy désirait que celle-ci demeure en activité pendant quinze ans après la mort de sa veuve ou de lui-même, s'il était le conjoint survivant, et il donnait à certaines nièces et à certains neveux les dividendes provenant des 1800 actions de la Compagnie à réserver pendant ladite période de quinze ans, ou jusqu'à l'achat desdites actions par les employés conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'énoncé convenu des faits, auquel cas le produit de la vente serait versé auxdits nièces et neveux. Voici le libellé de la clause concernant les employés:

[TRADUCTION] JE DONNE AUTORISATION ET ENJOINS à mes susnommés exécuteurs et mandataires de conclure un accord avec les employés de Charles Ogilvy Limited (le terme «employé» doit inclure tout administrateur qui peut ne pas figurer sur la feuille de paie habituelle de la Compagnie) au cas où lesdits employés, avec la sanction et l'approbation des administrateurs actuels de la Compagnie, désirent conclure un tel accord, pour la vente auxdits employés de mille huit cents (1800) actions réservées, conformément aux paragraphes précédents, pour le bénéfice de mes neveux et nièces ci-dessus nommés et des veuves de mes neveux décédés Gavan Russell et James G. Ogilvy, et ce au prix de vingt dollars (\$20) l'action, soit à la valeur nominale; à condition qu'aucun employé de la Compagnie ne puisse acheter lesdites actions ou une partie de celles-ci sans la sanction et l'approbation du conseil d'administration actuel de la Compagnie, et à condition qu'aucun employé ne puisse acheter un nombre d'actions plus élevé que celui fixé par le conseil d'administration. Ledit accord, outre toute disposition que les employés peuvent établir entre eux, doit contenir les modalités suivantes . . .

Then followed provision for a scheme for contributions by employees to a fund over the fifteen-year period to be accumulated to pay for the shares. As matters turned out, the shares were purchased for cash and these provisions did not come into effect. The will then continued:

THE Privilege hereby conferred upon the said employees of Charles Ogilvy Limited of purchasing the said eighteen hundred (1800) shares, being a portion of my holdings in the capital stock of the said Company, shall be exercised by them, and the said agreement shall be entered into within one year following the death of my said wife or within one year following my death in the event of my wife predeceasing me, and if the said privilege is not exercised and the said agreement is not entered into within the said period of time, then my said Executors and Trustees may revoke the said privilege, and subject to the other terms and provisions of this my Will, may dispose of the said stock in such manner as they may deem advisable in the best interests of my estate as if the said privilege had not been conferred upon the said employees of Charles Ogilvy Limited.

IT is my desire that William Russell Burnett, of the City of Ottawa, Solicitor, hereinafter named as one of my Executors and Trustees, shall after my death and during the said period of fifteen years after the death of my said wife, be a Director of Charles Ogilvy Limited and take an active interest in the said business, and that he shall at all times be consulted as to the affairs thereof in order that the policies of fair dealing towards the public and towards my employees laid down by me with respect to the said business shall be carried into effect.

The residue of the estate was then given to charitable institutions.

I turn now to the practice referred to in paragraph 8 of the statement of agreed facts.

Since 1964, there has been in existence an agreement between the employee shareholders of the Company and R. H. Hyndman and William J. Tate as trustees which provides for valuing the shares of the Company and establishing a price for them at the beginning of each year and restricts the shareholders who are parties to the agreement, in disposing of their shares, to selling them to the trustees and at the prevailing price established for the year. The trustees buy the shares at that price and dispose of them at the same price to employees of the Company. The agreement provides for a point system for allocation to employees of the right to purchase such shares from the trustees which is based on the length of service of such employees and their salaries and bonuses, with a further weighting formula based on seniority in the Company. The purpose of this agreement is to keep the control of the Company in the hands of

Le testament prévoit ensuite la création d'un fonds où les employés verseraient leurs contributions en vue de l'acquisition des actions, pendant la période de quinze ans. Puis il continue ainsi qu'il suit:

[TRADUCTION] LE privilège, conféré par les présentes auxdits employés de Charles Ogilvy Limited, pour l'achat desdites mille huit cents actions (1800), soit une partie de mon portefeuille de capital-actions de la Compagnie, doit être exercé par eux, et ledit accord doit être conclu, dans un an à compter du décès de ma femme ou de moi-même si je lui survvis, et si ledit privilège n'est pas exercé ni l'accord conclu dans ledit délai, mes exécuteurs et mandataires peuvent alors révoquer ledit privilège et, sous réserve des autres conditions et dispositions du présent testament, ils peuvent disposer desdites actions de la manière jugée la plus favorable à l'intérêt de la succession, comme si ledit privilège n'avait pas été conféré auxdits employés de Charles Ogilvy Limited.

JE désire que William Russell Burnett, avocat dans la ville d'Ottawa, ci-après désigné comme l'un de mes exécuteurs et mandataires, devienne, après ma mort et pendant ladite période de quinze ans suivant le décès de ma femme, administrateur de Charles Ogilvy Limited, s'occupe activement de ladite entreprise et qu'il soit en tout temps consulté relativement aux affaires de celle-ci, afin d'y mettre en œuvre la politique de traitement équitable du public et des employés que j'ai établie.

Le reste de la succession était donné à des œuvres charitables.

Je vais examiner la pratique mentionnée au paragraphe 8 de l'énoncé convenu des faits.

Un accord, conclu en 1964 entre les employés actionnaires de la Compagnie et les mandataires R. H. Hyndman et William J. Tate, prévoyait l'évaluation des actions de la Compagnie au commencement de chaque année et exigeait que les actionnaires signataires de l'accord qui désiraient disposer de leurs actions les vendent aux mandataires au prix établi pour l'année en question. Les mandataires achèteraient les actions audit prix et les revendraient au même prix aux employés de la Compagnie. L'accord prévoyait un système de points pour l'allocation aux employés du droit d'achat desdites actions vendues par les mandataires, système fondé sur leur temps de service et leurs salaires et gratifications, ainsi qu'une indexation fondée sur leur ancienneté dans la Compagnie. L'accord avait pour but de laisser le contrôle de la Compagnie aux employés, et tout employé achetant les actions à lui allouées confor-

its employees and any employee purchasing shares allocated to him pursuant to its provisions is required to subscribe and become a party to it.

As the trustees under this agreement, Mr. Hyndman and Mr. Tate were in no sense trustees of the rights of employees under Mr. Ogilvy's will, but when the Board of Directors of the Company carried out the function committed to it by the will, it approved the purchase of the 1713 shares from the executor by Messrs. Hyndman and Tate as trustees and allocated them to employees on the basis of the system of the agreement so far as it was based on points for length of service and salary and bonus. The Board also made the allocation of the right to purchase subject to the employee subscribing and becoming party to the agreement with respect to the shares so purchased. As set out in the statement of agreed facts, Mr. Phaneuf was allotted the right to purchase 152 shares and he did so and thereby realized the benefit in question in this appeal.

The relevant provisions of the *Income Tax Act* are subsections 5(1) and 6(1). They provide:

5. (1) Subject to this Part, a taxpayer's income for a taxation year from an office or employment is the salary, wages and other remuneration, including gratuities, received by him in the year.

6. (1) There shall be included in computing the income of a taxpayer for a taxation year as income from an office or employment such of the following amounts as are applicable:

(a) the value of board, lodging and other benefits of any kind whatever (except the benefit he derives from his employer's contributions to or under a registered pension fund or plan, group sickness or accident insurance plan, private health services plan, supplementary unemployment benefit plan, deferred profit sharing plan or group term life insurance policy) received or enjoyed by him in the year in respect of, in the course of or by virtue of an office or employment;

The arguments submitted by both parties ranged over many aspects and details of the matter and many cases were referred to and discussed, but basically, as I understood them, the position of the plaintiff was that the benefit received by Mr. Phaneuf in being given the privilege or right or opportunity to purchase the shares at so low a price was a gift or bequest to him personally under the will of Mr. Ogilvy, while that of the defendant

mément à l'accord était tenu de souscrire à celui-ci et d'en devenir partie.

Mandataires conformément audit accord, MM. Hyndman et Tate n'étaient pas mandataires des droits des employés en vertu du testament de M. Ogilvy; dans l'exécution de la fonction conférée par le testament, le conseil d'administration a approuvé l'achat des 1713 actions vendues par l'exécuteur à MM. Hyndman et Tate à titre de mandataires, et les a réparties entre les employés selon le système prévu dans l'accord, quant aux points attribués par le temps de service, les salaires et les gratifications. Le conseil a également réparti les droits d'achat, sous réserve que les employés souscrivent à l'accord et en deviennent parties en ce qui concerne les actions ainsi achetées. Ainsi qu'il a été dit dans l'énoncé convenu des faits, M. Phaneuf avait le droit d'acheter 152 actions, ce qu'il a fait et il a ainsi réalisé l'avantage faisant l'objet du présent appel.

Voici le libellé des paragraphes 5(1) et 6(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dont les dispositions s'appliquent en la matière:

5. (1) Sous réserve de la présente Partie, le revenu d'un contribuable, pour une année d'imposition, tiré d'une charge ou d'un emploi est le traitement, salaire et autre rémunération, y compris les gratifications, que ce contribuable a reçus dans l'année.

6. (1) Doivent être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable tiré, pour une année d'imposition, d'une charge ou d'un emploi, ceux des éléments appropriés suivants:

a) la valeur de la pension, du logement et autres avantages de quelque nature que ce soit (sauf les avantages résultant des contributions de son employeur à une caisse ou régime enregistré de pension, un régime d'assurance collective contre la maladie ou les accidents, un régime de service de santé privé, un régime de prestations supplémentaires de chômage, un régime de participation différée aux bénéfices ou une police collective d'assurance temporaire sur la vie) qu'il a reçus ou dont il a joui dans l'année au titre, dans l'occupation ou en vertu de la charge ou de l'emploi;

Dans leurs plaidoiries, les parties ont insisté sur un grand nombre d'aspects et de détails de la matière et ont cité et discuté un grand nombre de décisions jurisprudentielles, mais, dans les grandes lignes et autant que je comprenne, la demanderesse a allégué que, dans l'exercice par M. Phaneuf de son privilège ou droit ou occasion d'acheter des actions à si bas prix, l'avantage par lui réalisé était un don ou legs fait à titre personnel dans le

was that the right accrued to Mr. Phaneuf in his capacity as an employee and is therefore a benefit of the kind rendered taxable by paragraph 6(1)(a) as income from employment.

In *Ransom v. M.N.R.*<sup>1</sup>, which arose under corresponding provisions of the *Income Tax Act* applicable prior to 1972, Noël J. (as he then was), after referring to the difference between Schedule E Rule 1 of the English statute, on which there is a considerable body of jurisprudence, and the provisions of the *Income Tax Act*<sup>2</sup>, observed at page 307:

I now come to section 5(1)(a) and (b) of the Act which, as already mentioned, is couched in language which appears to be wider than the English taxation rule on which the taxpayers in *Hochstrasser v. Mayes* and *Jennings v. Kinder* (*supra*) were held not to be taxable. The Canadian taxation section indeed uses such embracing words that at first glance it appears extremely difficult to see how anything can slip through this wide and closely interlaced legislative net.

In order, however, to properly evaluate its intent it is, I believe, necessary to bear in mind firstly, that section 5 of the Act is concerned solely with the taxation of income identified by its relationship to a certain entity, namely, an office or employment and in order to be taxable as income from an office or employment, money received by an employee must not merely constitute income as distinct from capital, but it must arise from his office or employment. Similar comments were made in *Hochstrasser v. Mayes* with reference to the English legislation by Viscount Simonds at p. 705 and by Lord Radcliffe, at p. 707. Secondly, the question whether a payment arises from an office or employment depends on its causative relationship to an office or employment, in other words, whether the services in the employment are the effective cause of the payment. I should add here that the question of what was the effective cause of the payment is to be found in the legal source of the payment, and here this source was the agreement which resulted from the open offer of the employer to compensate its employee for his loss and the acceptance by him of such offer. The cause of the payment is not the services rendered, although such services are the occasion of the payment, but the fact that because of the manner in which the services must be rendered or will be rendered, he will incur or have to incur a loss which other employees paying taxes do not have to suffer.

I agree with this and, in my view, it applies as well to the present provisions introduced by the

<sup>1</sup> [1968] 1 Ex.C.R. 293.

<sup>2</sup> R.S.C. 1952, c. 148.

testament de M. Ogilvy, alors que la défenderesse a allégué que le droit était né en faveur de M. Phaneuf en sa capacité d'employé et constituait donc un avantage imposable en vertu de l'alinéa 6(1)(a), à titre de revenu tiré d'un emploi.

Dans *Ransom c. M.R.N.*<sup>1</sup>, traitant d'un litige survenu sous le régime des dispositions correspondantes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vigueur avant 1972, le juge Noël (qui fut plus tard juge en chef adjoint), après une référence à la différence entre la règle 1 de l'annexe E de la loi anglaise, à propos de laquelle il y a une jurisprudence abondante, et les dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*<sup>2</sup>, s'est ainsi exprimé à la page 307:

[TRADUCTION] Je vais examiner l'article 5(1)(a) et (b) de la Loi, lequel, ainsi qu'il a été dit plus haut, a été rédigé selon une formule évidemment plus large que celle employée par la législation fiscale anglaise sur le fondement de laquelle les contribuables ont été déclarés non imposables dans *Hochstrasser c. Mayes* et *Jennings c. Kinder* (*supra*). La législation fiscale canadienne est rédigée en termes tellement larges que dès l'abord, on voit qu'il est extrêmement difficile de glisser à travers les mailles de ce filet ample et très serré.

Pour évaluer, cependant, de façon pertinente les intentions du législateur, il est nécessaire de se rappeler, tout d'abord, que l'article 5 de la Loi traite exclusivement de l'imposition du revenu tel que celui-ci est identifié par ses relations avec une certaine entité, à savoir une charge ou un emploi, et, pour être imposable à titre de revenu provenant d'une charge ou d'un emploi, l'argent reçu par un employé ne doit pas seulement constituer un revenu distinct du capital, mais doit provenir de sa charge ou de son emploi. Le vicomte Simonds à la page 705 et lord Radcliffe à la page 707 ont fait des commentaires semblables, dans *Hochstrasser c. Mayes*, relativement à la législation anglaise. En second lieu, la question de savoir si un paiement provient d'une charge ou d'un emploi dépend de la relation causale entre le paiement et la charge ou l'emploi en question; en d'autres termes, il faut déterminer si les services rendus dans l'emploi ont été réellement la cause du paiement. Je devrais ajouter qu'il faut chercher la cause véritable du paiement dans son origine juridique, laquelle, en l'espèce, est l'accord résultant de l'offre, faite par l'employeur, d'indemniser son employé pour la perte subie par celui-ci et l'acceptation de l'offre par l'employé. La cause du paiement n'est pas dans les services rendus, même si lesdits services ont occasionné ledit paiement, mais plutôt dans le fait qu'à cause de la manière dont les services doivent être rendus ou seront rendus, l'employé subira ou devra subir une perte que d'autres employés payant l'impôt n'auront pas à subir.

Je suis d'accord avec ce qui précède et, à mon avis, cela s'applique également aux présentes dis-

<sup>1</sup> [1968] 1 R.C.É. 293.

<sup>2</sup> S.R.C. 1952, c. 148.

1970-71-72 Act<sup>3</sup>. I would add that the nature of the subject matters of paragraphs (b) to (f) inclusive of subsection 6(1) appears to me to further support the view that, to fall within the very broad wording of what is now paragraph 6(1)(a), the amount must be of an income as distinct from a capital nature, and must arise from the office or employment in the sense that the services rendered in the employment must be the effective cause of the payment.

It is often difficult to determine in a particular case whether a payment or benefit arose from employment in the material sense. For this purpose, the relationship of the employment and the services rendered in it to the payment or benefit are always important since they are always part of the context in which the problem arises. But, while in some cases it is easy to see that they are the effective cause of the payment so that it may be affirmed that it arose from the office or employment, in others they are but *sine qua non*'s. Tips received by waiters, hotel porters or taxi drivers are ready examples of payments other than salary or wages that arise from employment, that are related to services rendered in the course of the employment and that are of a recurring nature in the course of that employment. However, while non-recurring gifts that are related in some way to employment or services, whether received from the employer or from some other person, can also arise from the employment, they raise a much closer question.

In *Seymour v. Reed*<sup>4</sup>, Viscount Cave L.C. expressed the question arising in cases of this kind under the English statute as follows:

The question, therefore, is whether the sum of 939l. 16s. fell within the description, contained in r. 1 of Sch. E, of "salaries, fees, wages, perquisites or profits whatsoever therefrom" (i.e., from an office or employment of profit) "for the year of assessment," so as to be liable to income tax under that Schedule. These words and the corresponding expressions contained in the earlier statutes (which were not materially different) have been the subject of judicial interpretation in cases which have been cited to your Lordships; and it must now (I think) be taken as settled that they include all payments made to the holder of an office or employment as such, that is to say, by way of remuneration for his services, even though such payments may be voluntary, but that they do not include a

positions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* modifiée (1970-71-72)<sup>3</sup>. Il faudrait ajouter que l'objet des alinéas b) à f) inclus du paragraphe 6(1) ajoute un argument à l'opinion selon laquelle, pour que le libellé très large de l'alinéa 6(1)a) actuel s'applique, le montant en question doit être par sa nature un revenu et non un capital, et doit provenir d'une charge ou d'un emploi, au sens où les services rendus dans l'emploi doivent être la cause véritable du paiement.

Il est difficile de déterminer, dans un cas donné, si un paiement ou avantage provient d'un emploi au sens applicable de ce terme. A ces fins, les relations entre l'emploi et les services y rendus, et le paiement ou avantage sont toujours importantes, car elles font toujours partie de l'ensemble de l'espèce. Mais, alors que dans certains cas on voit aisément qu'elles sont la cause véritable du paiement, ce qui permet d'affirmer que celui-ci provient de la charge ou de l'emploi, dans d'autres cas, elles n'en sont que la condition nécessaire. Les pourboires reçus par les serveurs, les bagagistes d'hôtel ou les chauffeurs de taxi sont des exemples de paiements se rapportant aux services rendus au cours de l'emploi et se répétant au cours dudit emploi, sans être des traitements ou salaires provenant de l'emploi. On peut, cependant, considérer aussi comme provenant de l'emploi, des dons non répétitifs ayant une relation quelconque avec l'emploi ou les services rendus et venant de l'employeur ou de quelque autre personne, et ils posent des questions plus délicates.

Dans *Seymour c. Reed*<sup>4</sup>, le vicomte Cave, lord Chancelier, a ainsi formulé la question posée par des cas de ce genre sous le régime de la loi anglaise:

[TRADUCTION] La question consiste donc à déterminer si la somme de 639 livres 16 shillings tombe dans la catégorie décrite dans la règle 1 de l'annexe E concernant «les traitements, honoraires, salaires, émoluments ou bénéfices de quelle nature que ce soit et en provenant» (i.e. d'une charge ou d'un emploi rémunéré) «pour l'année d'imposition», ce qui l'assujettirait à l'impôt sur le revenu en vertu de ladite annexe. Ces expressions et les expressions correspondantes employées dans l'ancienne loi (les deux n'étaient pas différentes dans le fond) ont fait l'objet d'interprétation judiciaire citée devant Vos Seigneuries; je dois considérer comme une interprétation établie, que ces expressions englobent tous les paiements faits au titulaire d'une charge ou d'un emploi en tant que tel, c'est-à-

<sup>3</sup> S.C. 1970-71-72, c. 63.

<sup>4</sup> [1927] A.C. 554 at page 559.

<sup>3</sup> S.C. 1970-71-72, c. 63.

<sup>4</sup> [1927] A.C. 554, à la page 559.



mere gift or present (such as a testimonial) which is made to him on personal grounds and not by way of payment for his services. The question to be answered is, as Rowlatt J. put it: "Is it in the end a personal gift or is it remuneration?" If the latter, it is subject to the tax; if the former, it is not.

The same distinction was adopted by the Supreme Court in *Goldman v. M.N.R.*<sup>5</sup>, a case that turned on the wording of the *Income War Tax Act*<sup>6</sup>. See per Kellock J. at page 215, and per Rand J. at page 219.

While the language of the statutes differ, the test expressed by Viscount Cave L.C. (*supra*) appears to me to express, as well as it can be expressed, the essence of what falls within the taxing provision of the *Income Tax Act*. Is the payment made "by way of remuneration for his services" or is it "made to him on personal grounds and not by way of payment for his services"? It may be made to an employee but is it made to him as employee or simply as a person. Another way of stating it is to say is it received in his capacity as employee, but that appears to me to be the same test. To be received in the capacity of employee it must, as I see it, partake of the character of remuneration for services. That is the effect that, as it seems to me, the words "in respect of, in the course of or by virtue of an office or employment" in paragraph 6(1)(a) have.

Turning first to its origin, the source of the benefit here in question was a testamentary gift made by Mr. Ogilvy, in effect, to such employees and on such terms and in such quantity as the Board of Directors of the Company might sanction and approve. In exercising its function to sanction and approve, the Board, as it seems to me, was not carrying out its authority as the Board of Directors of the Company but was acting solely as a body designated for the purpose by the will and pursuant to its authority, and the gift to Mr. Phaneuf though sanctioned and approved by the Board remained the gift of the testator. Moreover, there is nothing in the way in which the provision of the will is expressed, or in the will as a whole, which, in my view, would serve to characterize the benefit

dire à titre de rémunération pour ses services, même en cas de paiement volontaire, mais ces expressions ne visent pas le cas d'un simple don ou présent (tel qu'un cadeau en témoignage d'estime) offert sur une base personnelle et non comme rétribution de ses services. Suivant le juge Rowlatt, voici la question à examiner: «En fin de compte, s'agit-il d'un cadeau personnel ou d'une rémunération?» La rémunération est impossible; le cadeau ne l'est pas.

La même distinction a été adoptée par la Cour suprême dans *Goldman c. M.R.N.*<sup>5</sup> le problème posé dans ledit jugement étant le libellé de la *Loi de l'impôt sur le revenu de guerre*<sup>6</sup> (voir le juge Kellock à la page 215 et le juge Rand à la page 219).

Malgré la différence de libellé des lois, le critère formulé par le vicomte Cave, lord Chancelier (*supra*) exprime, de la meilleure façon possible, l'essentiel des dispositions fiscales de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le paiement a-t-il été fait «à titre de rémunération pour ses services» ou «sur une base personnelle et non comme rétribution de ses services»? On peut faire un versement à un employé, mais celui-ci le reçoit-il à titre d'employé ou comme simple particulier? On peut aussi se demander s'il l'a reçu en sa qualité d'employé, mais le critère est le même. Il ne le reçoit en sa qualité d'employé que lorsqu'il s'agit de rémunération pour des services rendus. Tel est bien, à mon avis, le sens des expressions «au titre, dans l'occupation ou en vertu de la charge ou de l'emploi» utilisées dans l'alinéa 6(1)a).

Prenant tout d'abord en considération son origine, l'avantage en question provient d'un legs fait par M. Ogilvy à tels employés, suivant telles modalités et en telle quantité que sanctionnera et approuvera le conseil d'administration. Dans sa fonction de sanction et d'approbation, ce n'est pas en tant que conseil d'administration de la Compagnie que le conseil exerce son pouvoir mais seulement en tant que corps désigné à cet effet par le testament et en vertu de celui-ci, et, malgré la sanction et l'approbation du conseil, le cadeau reçu par M. Phaneuf reste un cadeau du testateur. En outre, rien dans le libellé du testament ou dans son ensemble ne permet, à mon avis, de considérer l'avantage comme une récompense ou paiement de services rendus. Au contraire, les dons faits par M.

<sup>5</sup> [1953] 1 S.C.R. 211.

<sup>6</sup> R.S.C. 1927, c. 97.

<sup>5</sup> [1953] 1 R.C.S. 211.

<sup>6</sup> S.R.C. 1927, c. 97.

as being a reward or payment for services rendered. On the contrary, the impression which I derive both from the gifts made by Mr. Ogilvy in 1940 to employees of his Company and from the whole tenor of the will is that this provision was simply one of his bounty to his employees as persons and not in any sense as remuneration for their services as employees. In this connection Jenkins L.J., in his dissenting judgment in *Bridges v. Hewitt*<sup>7</sup>, observed at pages 291-292:

If, in response to the taxpayers' representations, Mr. Frank Hornby had in his lifetime transferred to each of them eight thousand shares in the company, it may be that such shares could in all the circumstances of the case, and on the principles laid down by the authorities to which I have referred, properly have been held to have been given by Mr. Frank Hornby and received by the taxpayers as a present made in token of their long and successful business association with him, and not as remuneration. If Mr. Frank Hornby had given the taxpayers substantial holdings of shares in the company by his will, as in effect he had promised to do, it seems clear that such shares would have come to the taxpayers purely by an act of testamentary bounty on the part of Mr. Frank Hornby wholly removed from the sphere of remuneration.

The lack of any wording in the will to couple the gift with services performed or to be performed for the Company in the present case may be compared with the wording of the deed in *Patrick v. Burrows*<sup>8</sup> where the purpose to be achieved in making the appointment was expressed in the instrument creating the gift to be

the intention being that the said shares shall be available for distribution amongst any of the said employees of the Company to whom the Directors may from time to time deem it expedient to give an interest or an increased interest as shareholders in the Company in consideration of past or future services and with a view to promote the prosperity of the Company.

So there was here, as I see it, nothing about the will to characterize the benefit as remuneration for services.

Next, while it may conceivably have been open to the Board of Directors, had they seen fit to do so, in exercising the power given to them by the will, to give their sanction and approval in the case of some or all of the employees on terms that would have had the effect of characterizing the benefit as remuneration for services rendered or to be rendered to the Company, I do not think what

Ogilvy aux employés de la Compagnie en 1940 et la teneur globale du testament me donnent l'impression que la disposition en question est simplement l'une de ses largesses envers ses employés en tant que personnes privées et, en aucun sens, il ne s'agit de leur rémunération pour des services rendus en tant qu'employés. A cet égard, le lord juge Jenkins, rendant son jugement dissident dans *Bridges c. Hewitt*<sup>7</sup>, s'est ainsi prononcé aux pages 291 et 292:

[TRADUCTION] Si, en réponse aux doléances des contribuables, M. Frank Hornby avait, de son vivant, transféré à chacun d'eux huit mille actions de la Compagnie, ces actions pourraient bien, dans toutes les circonstances de l'espèce, et selon les principes établis par la doctrine et la jurisprudence auxquelles je me suis référé, être à bon droit considérées comme données par M. Frank Hornby et reçues par les contribuables comme un cadeau fait en témoignage de leur longue et heureuse association d'affaire avec lui, et non comme une rétribution. Si M. Frank Hornby avait, par testament, donné aux contribuables un grand nombre d'actions de la compagnie, ainsi qu'il avait promis de le faire, ces actions auraient été transférées aux contribuables purement par un acte de générosité testamentaire de la part de M. Frank Hornby et auraient été entièrement en dehors du champ des rémunérations.

L'absence, en l'espèce, de toute disposition testamentaire reliant le don à des services rendus ou à rendre à la Compagnie, peut être comparée au cas de l'acte dans *Patrick c. Burrows*<sup>8</sup> où l'objet à atteindre dans la nomination a été exprimé dans l'acte portant donation comme:

[TRADUCTION] l'intention de garder ces actions disponibles pour répartition entre ceux des employés de la compagnie auxquels les administrateurs peuvent, de temps en temps, juger convenable de donner ou d'augmenter un droit comme actionnaires de la compagnie en considération de services passés ou futurs, et dans le but de stimuler la prospérité de ladite compagnie.

Ainsi il n'y avait rien dans le testament qui permette l'avantage comme une rétribution pour des services rendus.

En outre, il aurait été loisible au conseil d'administration, dans l'exercice du pouvoir à lui conféré par le testament, d'accorder sa sanction et son approbation pour certains des employés ou tous, à des conditions qui auraient fait de l'avantage une rétribution pour services rendus ou à rendre à la Compagnie; mais le conseil ne l'a pas fait. Il me paraît évident que le conseil ne s'est pas servi des

<sup>7</sup> [1957] 2 All E.R. 281.

<sup>8</sup> (1954) 35 T.C. 138 at page 142.

<sup>7</sup> [1957] 2 All E.R. 281.

<sup>8</sup> (1954) 35 T.C. 138, à la page 142.

the Board did had any such effect. It appears to me that what the Board sanctioned and approved as a basis for distribution of the right was not the employer-employee relationship at all, even though the appointees had to fall within the class of employees, but an agreement among shareholders, to which the Company was not a party. The agreement was not one in respect of their services to the Company as employees but in respect of their shareholdings in the Company and had been made for the purpose of ensuring continuing employee control of the Company. This rather than a basis of rewarding service to the Company was what the Board adopted as the basis for distribution. The Board's action was as if it had said: "we approve the allocation of the right to persons who are parties to the agreement or who under like provisions may become parties provided that they become parties in respect of the shares to be purchased". Further, while the scheme itself for distribution was based to some extent on service, since, in the agreement, years of service and salary and bonus earned were taken into account, I think that in the circumstances that is no more than the formula by reference to which distribution was made and that, in itself, it is ineffective to give the character of remuneration to the right allocated to the employees chosen pursuant to it. See *The Glenboig Union Fireclay Co., Ltd. v. The Commissioners of Inland Revenue*<sup>9</sup> and *The Queen v. Atkins*<sup>10</sup>. Moreover, while the Board may have hoped or even thought that the employees to whom the right to buy shares was allotted would be encouraged thereby to stay in the Company's employ, that is a long way from making it a requirement.

Finally, from the point of view of employees, the right to purchase shares at par was not something they were entitled to under their contract of employment nor was there any service they were required by their contract to render for it either to the employer or anyone else. Nor was the employer the source of it. The only fact that, from their point of view, appears to support the defendant's position is that only employees of Charles Ogilvy Limited were eligible as recipients, but that, in my opinion, is a mere *sine qua non*. It is a feature of the situation which tends to confuse but does not

relations entre employeur et employés comme base pour sanctionner et approuver la distribution des droits, même si seuls les employés pouvaient être désignés pour les acquérir, mais qu'il s'est appuyé sur un accord conclu entre les actionnaires, accord auquel la Compagnie n'était pas partie. Ce n'est pas en raison des services rendus à la Compagnie par les employés en tant que tels que l'accord a été conclu, mais en raison de leur participation et dans le but d'assurer le contrôle continu de la Compagnie par ses employés. C'est ce qui a déterminé le conseil pour la distribution des actions, et non pas la récompense de services rendus à la Compagnie. Le conseil a agi comme s'il avait dit: [TRADUCTION] «Nous approuvons l'allocation du droit à des personnes qui sont parties à l'accord ou qui, dans des dispositions semblables, peuvent en devenir parties, pourvu qu'il s'agisse des actions à acquérir». En outre, alors que le plan de distribution était fondé, dans une certaine mesure, sur le service, puisque l'accord tient compte des années de service et des salaires et gratifications gagnés, je pense qu'en l'espèce il s'agit d'une formule de référence pour la distribution, et que cette formule, en elle-même, ne peut pas donner le caractère de rétribution au droit alloué aux employés choisis dans son cadre (voir *The Glenboig Union Fireclay Co., Ltd. c. The Commissioners of Inland Revenue*<sup>9</sup> et *La Reine c. Atkins*<sup>10</sup>). De plus, alors que le conseil pourrait avoir espéré ou même cru que les employés recevant le droit d'acheter des actions seraient par là encouragés à garder leur emploi dans la Compagnie, il n'en a jamais fait une exigence.

Enfin, du point de vue des employés, ceux-ci n'avaient pas le droit, en vertu de leur contrat d'emploi, d'acheter des actions à leur valeur nominale, et ils n'avaient à rendre aucun service, en vertu du contrat, à l'employeur ou à quelqu'un d'autre, pour jouir de ce droit. Et l'employeur n'était pas non plus la source de ce droit. La défenderesse ne peut citer qu'un seul fait à l'appui de ses allégations, à savoir que les employés de Charles Ogilvy Limited sont les seuls à pouvoir jouir de ce droit; mais, à mon avis, ceci n'est qu'une condition nécessaire. C'est une circonstance

<sup>9</sup> (1922) 12 T.C. 427.

<sup>10</sup> [1976] C.T.C. 497, 76 DTC 6258.

<sup>9</sup> (1922) 12 T.C. 427.

<sup>10</sup> [1976] C.T.C. 497, 76 DTC 6258.

help to solve the problem. For, the provision having been restricted by the will to such employees, no one could benefit from it, either as a gift or as remuneration, if he were not an employee. Compare *Bridges v. Hewitt (supra)* per Morris L.J. at page 297:

But the question which arises is whether he received them as remuneration or as a personal gift. In one sense Mr. Bearsley received the shares by reason of his office. Had he not held the office he would not have had them. But that merely shows that he would not have had the shares (either as remuneration or as a gift) if he had not given many years of service to the company down to Dec. 30, 1949.

I should add at this point that I do not see in the judgment in *Laidler v. Perry*<sup>11</sup> anything that would avail to change the view I reach on the facts of this case since in that case the vouchers of £10 each received by the employees at Christmas were given to them by the employer and the essential question for decision was whether in the particular case the finding of the Commissioners that the vouchers were made available in return for services rather than as gifts was supportable in law.

On the other hand, the view I take appears to derive support from the view expressed by Morris L.J. in *Bridges v. Hewitt (supra)* when he said at page 299:

Where some payment, and particularly some non-recurring payment, is received from someone other than an employer, it will probably only have the attributes of remuneration in those classes of cases where it is reasonable to expect that remuneration would come from some other source than from the pocket of an employer.

On the whole I am of the view that the benefit here in question was conferred on Mr. Phaneuf as a person rather than as employee, as a personal gift rather than as remuneration, and that it was not a benefit in respect of which the recipient was liable for income tax.

In view of this conclusion, it is unnecessary to further state or consider the other issues to which reference was made at the outset of these reasons.

At one point in the argument, counsel for the defendant also sought to justify the assessment under subsection 7(6) of the Act but, in my view,

spéciale de l'espèce, et elle tend à augmenter la confusion plutôt qu'à résoudre le problème. Comme le testament a limité la disposition aux seuls employés, personne ne peut profiter de cette donation ou rétribution à moins d'être un employé. Comparer *Bridges c. Hewitt (supra)* où le lord juge Morris s'est ainsi exprimé à la page 297:

[TRADUCTION] Mais la question se pose de savoir s'il les a reçues comme une rétribution ou comme un cadeau personnel. En un sens, M. Bearsley a reçu les actions en raison de sa charge. Sans cette charge, il ne les aurait pas reçues. Mais ceci montre seulement qu'il n'aurait pas reçu les actions (à titre de rétribution ou de donation) s'il n'avait pas prêté service pendant plusieurs années à la compagnie, jusqu'au 30 décembre 1949.

Je dois ajouter ici que rien dans *Laidler c. Perry*<sup>11</sup> ne me ferait changer d'avis en l'espèce puisque, dans ledit jugement, l'employeur donnait aux employés, à l'occasion de Noël, des certificats de £10 chacun et la question essentiellement consistait à déterminer si, dans ce cas particulier, les conclusions des commissaires voulant que lesdits certificats fussent distribués pour service rendu et non à titre de cadeaux, étaient justifiables en droit.

En outre, mon point de vue est appuyé par celui exprimé par le lord juge Morris, qui s'est ainsi prononcé dans *Bridges c. Hewitt (supra)* à la page 299:

[TRADUCTION] Lorsqu'un paiement, et en particulier un paiement non périodique, est fait par une personne autre qu'un employeur, il n'a, probablement, le caractère d'une rémunération que dans les cas où il est raisonnable que la rémunération provienne d'une autre source que l'employeur.

Tout bien considéré, je suis d'avis que l'avantage faisant l'objet du litige a été conféré à M. Phaneuf à titre personnel plutôt qu'en sa qualité d'employé, comme don personnel plutôt que comme rémunération, et que le bénéficiaire de ce don n'est pas imposable sur le revenu.

Tenant compte de cette conclusion, il n'est pas nécessaire d'énoncer ou d'examiner les autres points litigieux énumérés au début des présents motifs.

A un certain stade de sa plaidoirie, l'avocat de la défenderesse a cherché à justifier la cotisation établie en vertu du paragraphe 7(6) de la Loi,

<sup>11</sup> [1966] A.C. 16.

<sup>11</sup> [1966] A.C. 16.

that provision has no application in the present situation and the point was not pressed.

The appeal accordingly succeeds and it will be allowed with costs. The reassessment will be referred back to the Minister for reassessment on the basis that Mr. Phaneuf was not liable for income tax in respect of the benefit in question.

mais, à mon avis, cette disposition n'est pas applicable en l'espèce, et l'argument n'a pas été poussé plus loin.

En conséquence, l'appel réussit et est accueilli avec dépens. La nouvelle cotisation est renvoyée au Ministre qui établira une nouvelle cotisation en tenant compte du fait que M. Phaneuf n'était pas imposable sur le revenu relativement à l'avantage en question.